



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DU FINISTÈRE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAULIN

Châteaulin, le 17 JUIL. 2013

POLE DES LIBERTES PUBLIQUES

AFFAIRE SUIVIE PAR SYLVIE PERRIN

☎ 02 98 86 52 43

☎ 02 98 86 18 65

✉ sylvie.perrin@finistere.gouv.fr

REF. N° 2013/

Le Sous-Préfet de Châteaulin

à

Liste des destinataires jointe

Objet : Commission de suivi de site de l'UIOM de Carhaix-Plouguer

J'ai l'honneur de vous communiquer sous ce pli le compte rendu de la commission de suivi de site de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères de Carhaix-Plouguer qui s'est tenue le 11 juin 2013.

LE SOUS PREFET

Denis MAGNON

Destinataires

1 - Au titre du collège " administration " :

- * Monsieur le sous-préfet de CHATEAULIN, ou son représentant
- * Madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, ou ses représentants (inspection des installations classées)
- * Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer, ou ses représentants (service eau et biodiversité et service aménagement)
- * Monsieur le directeur départemental de la protection des populations, ou son représentant
- * Monsieur le délégué territorial de l'agence régionale de santé, ou son représentant

2 - Au titre du collège " collectivités territoriales " :

- * Monsieur Joël LE CROISIER, conseiller général du canton de Maël-Carhaix, membre titulaire
- * Monsieur Alain GUEGUEN, conseiller général du canton de Rostrenon, membre suppléant
- * Madame Marie-France LE BOULCH, conseillère générale du canton de Pleyben
- * Monsieur Daniel CREOFF, conseiller général du canton de Huelgoat
- * Monsieur Roger LOSTANLEN, conseiller municipal de Carhaix Plouguer
- * Monsieur Henri SEZNEC, conseiller municipal de Carhaix Plouguer, membre suppléant
- * Monsieur Xavier BERTHOU, maire de Plounevezel
- * Monsieur Francis JOURDREN, conseiller municipal de Plounevezel, membre suppléant
- * Madame Marie Renée OGET, maire de Treffrin
- * Madame Sophie FAVALELLI, conseillère municipale de Treffrin, membre suppléant
- * Monsieur Hervé JOUANNIGOT, conseiller municipal de Trebrivan
- * Monsieur Patrick ROLLAND, conseiller municipal de Trebrivan, membre suppléant
- * Madame Monique NORAS, conseillère municipale de Le Moustoir
- * Madame Karine DAUCE, conseillère municipale, membre suppléant

3 - Au titre du collège " exploitant " :

- * Le directeur du site de Carhaix
- * Le responsable d'usine
- * Le responsable des relations externes
- * Monsieur Christian TROADEC, président du SIRCOB
- * Monsieur Michel BOUGUENNEC, vice-président du SIRCOB
- * Madame Lise BOUILLOT, déléguée du SIRCOB
- * Monsieur Michel SALAÜN, délégué du SIRCOB, membre suppléant
- * Monsieur Yves LE FLOCH, vice-président du SIRCOB, membre suppléant
- * Madame Cécile NAY, déléguée du SIRCOB, membre suppléant

4 - Au titre du collège " riverains " :

- * Monsieur Yves LE BRAS, comité de défense du site de Kervoazon
- * Monsieur Yvon BERCOT, comité de riverains de l'UIOM
- * Monsieur Jean-François VAILLANT, représentant Eau & Rivières de Bretagne
- * Monsieur Hubert CARRIC, représentant Eau & Rivières de Bretagne, membre suppléant

- * Monsieur Jean-Pierre OSMAS, représentant l'UFC-Que choisir de Quimper
- * Monsieur Louis ROUZIC, représentant l'Union Départementale CLCV du Finistère

5 - Au titre du collège " salariés " :

- * Monsieur Claude KERANOUYADER, délégué du personnel, NOVERGIE

SOUS-PREFECTURE DE CHATEAULIN

**Compte-rendu de la réunion de la Commission de Suivi de Site
de l'Usine d'Incinération des Ordures Ménagères de Carhaix-Plouguer
organisée le 11 juin 2013 à la Maison des Services Publics – Carhaix-Plouguer**

Assistaient à la réunion de la commission de suivi de site, présidée par M. le Sous-Préfet de Châteaulin :

- ❖ M. Christian TROADEC, maire de Carhaix-Plouguer, Président du SIRCOB
- ❖ M. Roger LOSTANLEN, conseiller municipal de Carhaix Plouguer
- ❖ Mme Cécile NAY, maire de Gouézec et déléguée du SIRCOB
- ❖ M. Francis JOURDREN, maire adjoint de Plounevezel
- ❖ M. Hervé JOUANNIGOT, conseiller municipal de Trébrivan
- ❖ M. Yves LE BRAS, comité de défense du site de Kervoazou
- ❖ M. Louis ROUZIC, Union Départementale CLCV du Finistère
- ❖ M. Jean Pierre OSMAS, UFC-Que choisir
- ❖ M. Patrick POULIQUEN, directeur du SIRCOB
- ❖ M. Jean-Luc GERGAUD, SITA Grand Ouest – Directeur de site
- ❖ Mme Marion PERDRIAU, SITA Grand Ouest – responsable des relations externes
- ❖ Mme Magali PICHON, SIRCOB – secrétaire comptable
- ❖ M. Richard LALLEMANT, Société AIR LICHENS
- ❖ M. Claude KERANGUYADER, SITA – représentant du personnel
- ❖ M. Gilles RIO, DREAL – UT29
- ❖ M. Philippe JUIGNET, DREAL – UT29 , inspecteur des installations classées
- ❖ M. François JACQUES, DDPP – directeur adjoint
- ❖ M. Paul MORVAN, DDTM29 – pôle Déchets
- ❖ M. Philippe MARCHAND, LABERCA – ingénieur
- ❖ M. Jean-Paul COAT, ARS – D.T. Finistère, ingénieur d'études
- ❖ Mme Catherine BOHIN, DDPP 22
- ❖ M. Didier GOUBIL, chambre d'agriculture du Finistère
- ❖ Mme Isabelle GUICHARD, secrétaire générale de la sous préfecture de Châteaulin
- ❖ Mme Sylvie PERRIN, de la sous-Préfecture de Châteaulin

Absents excusés :

- ❖ Mme Marie France LE BOULCH, conseillère générale du canton de Pleyben
- ❖ M. Daniel CREOFF, conseiller général du canton de Huelgoat
- ❖ M. Yvon BERCOT, comité de riverains de l'UIOM

En préambule, Monsieur le Sous-préfet rappelle que le décret n° 2012-189 du 7 février 2012 a modifié les dispositions du code de l'environnement et a institué des commissions de suivi de site (CSS), lesquelles se substituent aux commissions locales d'information et de surveillance (CLIS) à l'occasion de leur renouvellement.

La CLIS de l'UIOM de Carhaix-Plouguer qui a été créée par arrêté préfectoral du 28 décembre 1992 pour une durée de trois ans et renouvelée par arrêté préfectoral du 29 juin 2012 entre dans le champ d'application du décret du 7 février 2012.

Une commission de suivi du site de l'UIOM de Carhaix-Plouguer a donc été créée par arrêté préfectoral du 29 juin 2012 et a été installée le 11 juillet 2012.

Monsieur le Sous-préfet souligne que si les CSS partagent de nombreux points communs avec les CLIS puisqu'elles :

- Comportent cinq collèges (administrations de l'Etat, élus des collectivités territoriales, exploitant, riverains, salariés de l'établissement).
- Ont des missions et des compétences analogues.
- Se réunissent au moins une fois par an.

Le décret du 7 février 2012 introduit néanmoins quelques innovations qui sont assez formelles :

- La commission est dotée d'un bureau, composé de son président et d'un représentant désigné par collège.
- La commission peut se réunir à la demande d'au moins trois membres du bureau (auparavant une demande motivée de la majorité des membres des CLIS était nécessaire).
- Les règles de fonctionnement des commissions de suivi doivent être fixées lors de la réunion d'installation de telle manière que chacun des collèges dispose du même poids dans la prise de décision.
- Les membres des commissions de suivi de site sont désormais nommés pour une durée de cinq ans (trois ans antérieurement).

Aussi, avant de passer à l'ordre du jour qui aurait été celui d'une CLIS « classique », Monsieur le Sous-préfet propose de procéder à l'élection des membres du bureau de la CSS puis d'en déterminer les règles de fonctionnement.

I -- Election des membres du bureau

Monsieur le Sous-préfet précise qu'il assurera la Présidence (ou son représentant) ainsi que le prévoit l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral instituant la CSS.

Il invite les autres collèges à désigner un représentant et lance donc un appel à candidature :

1 -- Collège « administrations de l'Etat » composé de :

- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en Bretagne ou son représentant
- Le directeur départemental des territoires et de la mer ou son représentant
- Le directeur départemental de la protection des populations ou son représentant
- Le délégué territorial de l'agence régionale de santé ou son représentant

➤ la DREAL est désignée membre du bureau au titre du collège « administrations de l'Etat »

2 – Collège « collectivités territoriales » composé de :

- Le président du Conseil Général du Finistère représenté par Mme Marie-France LE BOULCH, Conseillère Générale du canton de Pleyben
- Le président du Conseil Général des Côtes d'Armor représenté par M. Joël LE CROISIER, Conseiller Général du canton de Maël-Carhaix
- Le maire de Carhaix Plouguer représenté par M. Roger LOSTANLEN, Conseiller Municipal
- Le maire de Plounevez
- Le maire de Treffrin
- Le maire de Trebrivan représenté par M. Hervé JOUANNIGOT, Conseiller Municipal
- Le maire de Le Moustoir représenté par Mme Monique NORAS, Conseillère Municipale

➤ A l'issue de l'appel à candidatures, il s'avère qu'il n'y a pas de membre désigné. Un courrier sera adressé par la Sous Préfecture à tous les membres du collège afin de recueillir leur avis.

3 – Collège « riverains » composé de :

- Monsieur Yves LE BRAS, comité de défense du site de Kervoazou
- Monsieur Yvon BERCOT, comité de riverains de l'UIOM
- Monsieur Jean-François VAILLANT, représentant Eaux & Rivières de Bretagne
- Monsieur Jean-Pierre OSMAS, représentant l'UFC-Que choisir de Quimper
- Monsieur Louis ROUZIC, représentant l'Union Départementale CLCV du Finistère

➤ Monsieur Yves LE BRAS est désigné membre du bureau au titre du collège « riverains »

4 – Collège « exploitant » composé de :

- Le directeur du site de Carhaix-Plouguer
- Le responsable d'usine
- Le responsable des relations externes
- Monsieur le Président du SIRCOB
- Monsieur le Vice-Président du SIRCOB
- Madame Lise BOUILLOT, déléguée du SIRCOB

➤ Monsieur Jean-Luc GERGAUD, directeur est désigné membre du bureau au titre du collège « exploitant »

5 – Collège « salarié » composé de :

- Monsieur Claude KERANGUYADER, délégué du personnel NOVERGIE

➤ Monsieur Claude KERANGUYADER est désigné membre du bureau au titre du collège « salarié »

Monsieur le Sous-préfet remercie Messieurs Rio, Gergaud, Le Bras et Keranguyader d'avoir bien voulu accepter de participer aux travaux du bureau de la CSS et rappelle que les membres du collège « collectivités territoriales » seront sollicités par courrier.

II – Règles de fonctionnement de la CSS

Monsieur le Sous-préfet déclare qu'il appartient aux membres de la CSS de se prononcer sur plusieurs points :

1 – Règles concernant les membres du bureau

- **Approbation de l'ordre du jour par les membres du bureau** (art. R. 125-8-3-1 du code de l'environnement : l'ordre du jour des réunions est fixé par le bureau).

Proposition de fonctionnement assez souple : le secrétariat de la CSS, assuré par la Sous Préfecture de Châteaulin, transmettra par voie électronique aux membres du bureau le projet d'ordre du jour de la réunion au moins trois semaines avant la date de celle-ci (sauf convocation d'urgence prévue à l'article 4 de l'ARP) afin que cet ordre du jour puisse être réglementairement adressé à tous les membres de la CSS 14 jours avant la date de la réunion.

L'absence de réponse sous 72 heures vaudra accord avec l'ordre du jour proposé.

➤ les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée.

- **Ouverture des réunions au public** (art. R.125-8-4 : les réunions de la commission sont ouvertes au public sur décision du bureau)

Proposition : pas d'ouverture systématique des réunions au public. Cette position pourra toutefois être revue si l'un des membres de la CSS en faisait une demande motivée au président qui consulterait alors les autres membres du bureau pour connaître leur avis au regard des motifs invoqués.

➤ les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée

2 -- Règles concernant l'ensemble des membres de la CSS

- **Prise de décision** (art. R. 125-8-4 du code de l'environnement : les règles de fonctionnement de la commission sont fixées de telle manière que chacun des cinq collèges mentionnés au I de l'article R. 125-8-2 y bénéficie du même poids dans la prise de décision. Elles précisent, le cas échéant, la manière dont sont pris en compte les votes exprimés par des personnalités qualifiées mentionnées au II de l'article R. 125-8-2).

Proposition : Chacun des membres du bureau émet un avis pour le collège qu'il représente après si besoin avoir consulté les autres membres de son collège.

➤ Les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée

- **Appel à la compétence d'experts reconnus** (art. 3 de l'arrêté instituant la CSS)

Proposition : Les membres du bureau donneront leur avis sur l'intervention d'experts reconnus pour faire des opérations de contrôles jugées nécessaires.

➤ Les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée

- **Transmission des documents aux membres de la CSS** (art. R. 125-8-3-I du code de l'environnement : l'exploitant doit fournir aux membres de la CSS un bilan d'exploitation).

Proposition : le bilan prévu à l'article 3 de l'arrêté constituant la CSS pourrait être transmis par l'exploitant à la Sous Préfecture sous forme d'un CD et d'un rapport annuel de synthèse qui serait communiqué par le secrétariat de la commission en même temps que la convocation.

➤ Les membres de la CSS sont favorables à cette suggestion – Proposition adoptée

L'élection des membres du bureau et les règles de fonctionnement de la CSS ayant été mises en place et le tour de table de présentation ayant été effectué, Monsieur le Sous-préfet invite Monsieur Pouliquen à présenter le rapport d'exploitation 2012.

III -Présentation du rapport d'activité d'exploitation par le SIRCOB (cf document transmis aux membres de la CSS en annexe de l'invitation à assister à la présente réunion).

Monsieur Pouliquen, directeur du SIRCOB, débute la réunion en présentant le rapport d'exploitation et propose aux membres de l'interrompre si nécessaire.

En 2012, de façon globale, l'installation a très bien fonctionné. Les normes de rejet ont été respectées et il n'y a pas eu d'incidents notables.

Les premiers résultats des contrôles en semi-continu des dioxines furanes n'ont pas montré de variations notables au cours de l'année. Les résultats sont bien inférieurs aux normes.

L'exploitant a procédé aux changements des surchauffeurs n° 1 et n° 2, inconélisés en partie, ce produit devrait permettre d'augmenter la durée de vie des surchauffeurs.

Les 27 et 28 novembre 2012, la société IRH a procédé, à la demande de la DREAL, à un contrôle inopiné des rejets atmosphériques. Les résultats sont comparables à ceux obtenus lors des contrôles semestriels réalisés par la société SOCOR.

De plus, l'arrêté du 27 juillet 2012 qui définit les analyses à réaliser sur les mâchefers en sortie de plate-forme de maturation, n'impose plus, pour les usines de moins de 50 000 tonnes par an, d'analyses en sortie de four. Toutefois, pour 2012, le SIRCOB a réalisé deux analyses trimestrielles selon la nouvelle réglementation sur un échantillonnage représentatif de 3 mois et une analyse de perte au feu mensuelle. A compter de 2013, seules les analyses mensuelles de perte au feu seront réalisées.

Le tonnage traité a été de 29. 767.220 tonnes en 2012 (2011 : 31 054.280 tonnes) dont un solde positif de 200 tonnes en fosse et la moyenne du PCI (Pouvoir Calorifique Inférieur) des déchets est de 1 873.25 kcal/T pour un tonnage mensuel moyen de 30 067.220.

Le temps de fonctionnement de l'usine a été de 8 160.6 heures et le ratio de fonctionnement (nombre d'heures de fonctionnement sur nombre d'heures de l'année) de l'usine est de 93,16 %.

Le nombre d'heures de dépassement des paramètres ou d'indisponibilité de mesures est de 7h30 (2 heures de dépassement des seuils exprimés sur 30 minutes et 5 heures 30 d'indisponibilité de mesures).

Monsieur Pouliquen précise que trois incidents de dépassements des VLE (Valeur Limite d'Emission) exprimées sur 30 minutes ont eu lieu les 17 février, 31 mai et 16 décembre 2012 pour une durée totale de 2h. Il n'y a pas eu de dépassement des VLE exprimées sur 24 heures.

S'agissant du bilan énergétique, notamment l'électricité, Monsieur Pouliquen indique que 79 % de la production du turbo alternateur ont été revendus à EDF. L'achat d'électricité à EDF a représenté 3,6 % des besoins annuels et s'avère nécessaire lors des arrêts techniques de l'installation, l'usine ne fournissant plus d'électricité. La production d'électricité permet une autonomie de fonctionnement de l'installation de 96,3 %. Au global, l'efficacité (ou performance) énergétique de l'UIOM est de l'ordre de 40 %.

Monsieur Pouliquen ajoute, au chapitre des consommations diverses, que :

- La consommation d'eau s'élève à 2 581 m³ dont 1 995 m³ d'eau de ville et 586 m³ d'eau de forage.

- Depuis 2010, le système de traitement des fumées a été modifié. Au lieu d'injecter de la sorbalite (mélange de chaux et de charbon actif), l'exploitant injecte séparément la chaux (483.36 tonnes) et le charbon (14,50 tonnes).
- Le brûleur d'appoint au gaz a fonctionné 59.3 heures (43.3 heures pour 2011) ce qui représente une consommation de 18.91 tonnes (8.80 tonnes en 2011). Cette hausse de la consommation est due à des déchets mouillés.

Les arrêts techniques programmés de l'usine ont eu lieu du 31 mars au 19 avril et du 6 au 11 octobre 2012.

En ce qui concerne les ferrailles (501.800 tonnes), elles sont reprises dans le cadre des contrats Eco-Emballages passés avec les communautés de communes et les syndicats adhérents au SIRCOB et elles sont recyclées par la société ROMI. L'augmentation est due au fait que les usagers font moins attention dans le tri sélectif. Elles ne sont pas stockées sur site et sont évacuées dès qu'un caisson est plein.

Les mâchefers (6 171.980 tonnes en 2011 soit 20,53 % du tonnage d'ordures ménagères incinérées) sont analysés conformément à la réglementation et, jusqu'au 30 juin, une analyse complète était réalisée tous les mois. A compter du 1^{er} juillet 2012, la nouvelle réglementation (arrêté ministériel du 18 novembre 2011 remplaçant la circulaire ministérielle du 9 mai 1994) impose une analyse mensuelle sur les mâchefers en sortie de plate forme de maturation avant mise en œuvre. Pour les usines traitant moins de 50 000 tonnes/an, ce qui est le cas de l'UIOM de Carhaix-Plouguer, il n'y a plus d'obligation d'analyses complètes en sortie de four. Toutefois, une analyse mensuelle de la perte au feu est effectuée.

Pour les 3^{ème} et 4^{ème} trimestre, la DREAL a cependant demandé d'effectuer une analyse trimestrielle en sortie de four et les résultats ont été transmis aux membres de la CSS.

De plus, les mâchefers ne sont pas stockés sur le site de l'usine. Ils sont évacués dès que leur tonnage permet le remplissage d'un semi-remorque et, durant l'année 2012, ils ont été traités sur l'Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) de la société Charrier à la Vraie Croix dans le Morbihan. Après maturation, ces produits sont utilisés sur site dans le cadre du recouvrement des casiers de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Les analyses des REFIOM (1 107.56 tonnes en 2012 soit 3.68 % du tonnage d'ordures ménagères) sont conformes aux critères pour leur acceptation en tant que déchets " dangereux ". Ils ont tous été évacués sur l'Installation de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD) exploitée par la Société Sèche à Laval.

Concernant les contrôles annuels des mesures de rejets polluants atmosphériques de l'usine d'incinération, M. Pouliquen précise qu'ils ont eu lieu le 21 février et les 26/27 novembre (contrôle inopiné commandé par la DREAL à la société IRH se substituant à celui du second trimestre qui devait être réalisé par la société SOCOR). Tous les paramètres mesurés dans les rejets de fumées respectent l'arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation d'exploitation du 31 mars 2006.

Monsieur Pouliquen propose à Monsieur Lallemand de poursuivre la présentation avec le suivi environnemental.

La société Air Lichens utilise les lichens qui possèdent deux qualités :

- Ils sont sensibles à la qualité de l'air ambiant.

- Ils retiennent sans les accumuler les polluants en équilibre avec l'air ambiant permettant, à partir de prélèvements sur ces végétaux pour effectuer des analyses, d'apprécier la qualité de l'air ambiant et les effets éventuels des retombées atmosphériques des rejets.

La campagne de mesures de 2012 est à sa 7^{ème} année pour les métaux lourds et sa 6^{ème} année pour la recherche de dioxines/furanes. Les résultats de cette nouvelle campagne sont semblables aux résultats précédents et ne mettent pas en évidence d'effets particuliers de l'UIOM sur le milieu naturel. L'introduction de dioxines/furanes dans l'alimentation sur les secteurs suivis est improbable au vu des retombées.

Les teneurs mesurées en dioxines/furanes (de 1.9 à 2.7 ng I-TEQ/kg) restent banales et très inférieures au seuil de référence retenu (20 ng I-TEQ/kg). La valeur la plus élevée pour 2012 (2.7) se situe sur le secteur du Carbon, secteur qui n'est pas le plus exposé aux vents dominants.

En conclusion, les retombées décelées sont aléatoires, et non reliées à l'UIOM, et les valeurs mesurées depuis la première campagne sont stables ou en baisse selon les stations de prélèvements.

En ce qui concerne le dosage des métaux dans les lichens, les retombées montrent que l'ambiance atmosphérique autour de l'UIOM est peu chargée en éléments métalliques. Aucune retombée significative de métaux n'a été décelée aux stations de prélèvements hors la station L3 (« Le Carbon ») qui présente une teneur – modérée – en manganèse ; les émissions métalliques liées au fonctionnement de l'UIOM ne sont pas objectivement détectables dans l'environnement.

En conclusion, il n'y a aucune inquiétude à avoir en ce qui concerne l'activité de l'incinérateur exploité par le SIRCOB qui fait partie des meilleurs sites de ce type suivis en France par la société Aair Lichens

En 2011, le SIRCOB a installé un préleveur en semi-continu pour doser les rejets de dioxines et furanes pendant l'exploitation de l'installation. Les cartouches sont analysées toutes les 4 semaines et la 1^{ère} année complète de prélèvements (résultats compris entre 0,001 et 0,008 ng I-TEQ/Nm3) ne fait pas apparaître de différence notable par rapport aux analyses pratiquées chaque semestre par un organisme extérieur (0,003 ng I-TEQ/Nm3 lors des campagnes de 2012).

En ce qui concerne la recherche des dioxines/furanes dans le lait de vaches, toutes les teneurs constatées depuis les premières analyses (2001) sont inférieures aux seuils d'intervention (2pg-TEQ/g de matière grasse) et – a fortiori – de retrait (3pg-TEQ/g de matière grasse) fixés par l'Union Européenne (0,18 pg TEQ/g MG pour 2012).

Les eaux industrielles sont, depuis l'année 2006, récupérées dans une cuve en béton et sont réintroduites dans l'installation au niveau du canal à mâchefers. Il n'y a plus de rejet vers la station d'épuration.

Des analyses du ruisseau " le Carbon " ont été réalisées en mars et en octobre 2012, en amont, au droit de l'usine et en aval. En octobre, les analyses d'eau en amont n'ont pu être réalisées, le ruisseau étant à sec. Les résultats ne font pas apparaître de pollution due à la présence de l'installation.

De même, il ressort, des prélèvements dans les piézomètres faits en mai et septembre 2012, qu'il n'y a pas de modification de la nappe phréatique d'une année sur l'autre.

Le rapport d'activité ayant été commenté dans sa totalité, Monsieur Pouliquen se propose de présenter les projets 2013.

IV - Les projets 2013

Monsieur Pouliquen annonce que le SIRCOB a décidé :

- de réaliser une étude pour l'amélioration de la valorisation énergétique de l'installation et, en particulier, la création d'un réseau de chaleur pour alimenter des industriels proches du site. C'est le Cabinet NALDEO qui est chargé de cette étude.
- Le contrat d'exploitation avec SITA Novergie arrivant à terme le 31 décembre 2014, une consultation va être engagée dès 2013 pour choisir le futur exploitant de l'usine.
- En 2013, une consultation sera également faite pour le transport et le traitement des mâchefers issus de l'installation, ainsi que pour choisir la société qui assurera les contrôles obligatoires (rejets, REFION, mâchefers, eaux).

La présentation du rapport annuel d'activité étant terminée, Monsieur le Sous Préfet propose aux membres de la CSS d'examiner le signalement du décès d'un bovin dans l'élevage de Monsieur Bernard.

V – Signalement d'un bovin décédé dans l'élevage de Monsieur Bernard

Monsieur Jacques expose que, suite au décès, sur une parcelle à proximité immédiate de l'usine, d'un bovin appartenant à l'élevage de Monsieur Bernard, beau-frère de Monsieur Le Bras, une autopsie a eu lieu sur place le 7 mars 2013 et un prélèvement de graisse a été effectué sur l'animal qui présentait une très forte maigreur ne facilitant pas le prélèvement de l'échantillon de graisse.

D'après le rapport d'autopsie du vétérinaire, la mort du bovin est très probablement due à un double phénomène : concentration parasitaire (présence de 1300 œufs de strongles digestifs/g – seuil de traitement préconisé 300/g) et sous-nutrition, sans lien avéré avec les rejets de l'UIOM.

Le résultat du laboratoire ayant effectué l'analyse sur le prélèvement de graisse est présenté :

Le règlement n° 252/2012 stipule qu'un échantillon est conforme si le résultat d'analyse supérieur (upperbound) ne dépasse pas la teneur maximale compte tenu de l'incertitude de mesure, c'est à dire si la valeur mesurée moins l'incertitude calculée est inférieure à la limite maximale.

Le règlement n° 1259/2011 fixe les limites maximales suivantes pour les graisses bovines :

- *OMS-TEQ (Dioxines/furanes) = 2,5 pg/g de graisse*
- *OMS-TEQ (Dioxines/furanes + PCB DL) = 4pg/g de graisse*
- *Somme des PCB Non-Dioxin-Like = 40 ng/g de graisse.*

Compte tenu de ces éléments, l'interprétation des résultats obtenus pour l'échantillon est faite de la façon suivante :

- *OMS-TEQ (Dioxines/furanes) : la valeur mesurée (2,077 pg/g de graisse) – l'incertitude (0,415(20%) soit 1,662 pg/g de graisse est inférieure à la limite maximale de 2,5 pg/g de graisse.*
- *OMS-TEQ (Dioxines/furanes + PCB DL) : la valeur mesurée (4,978 pg/g de graisse) – l'incertitude (0,996=0,415 (20 % pour les dioxines) + 0,580 (20 %*

pour les PCB DL) soit 3,982 pg/g de graisse est inférieure à la limite maximale de 4 pg/g de graisse.

- *Somme des PCB Non-Dioxin-Like : la valeur mesurée (19,054 ng/g de graisse) – l'incertitude (3,811 (20%) soit 15,243 ng/g de graisse est inférieure à la limite maximale de 40 ng/g de graisse.*

L'échantillon est donc déclaré conforme selon le règlement n° 1259/2011.

Monsieur Marchand, de LABERCA, apporte les explications techniques sur la détermination des seuils réglementaires dans le cadre de recherche de dioxine/PCB et explique les modalités d'interprétation du résultat et les éléments permettant d'écarter l'effet usine sur le résultat obtenu, en particulier par comparaison des profils des congénères PCDD/F contenus dans les graisses prélevées sur le bovin concerné et dans les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère par l'UIOM.

Remarque complémentaire (DREAL) pour l'information des membres de la CSS :

Actuellement et au plan national, seuls les PCDD/F rejetés à l'atmosphère par les UIOM sont réglementés (VLE = 0,1 ng I-TEQ/Nm3) ; les PCB-DL ne le sont pas. D'une manière générale (étude ADEME – 06/2011), exprimées en I-TEQ, les concentrations en PCB-DL des rejets à l'atmosphère des UIOM sont nettement plus faibles que les concentrations de ces rejets en PCDD/F.

En conclusion, il n'y a aucun lien avec l'UIOM. En effet, la cause de la mort du bovin a été identifiée. De plus, le taux moyen de mortalité des bovins dans les élevages situés dans le rayon des 5 km et 10 km autour de l'incinérateur (nombre de bovins de tous âges morts/effectif moyen annuel) est présenté sur les trois dernières années. Ce taux moyen est normal et similaire au taux moyen pour les deux départements (Finistère et Côtes d'Armor) qui est de 8% (avec un écart type de 3,7).

A la question de Monsieur Le Bras sur la communication des résultats à l'éleveur, Monsieur le Sous-préfet indique que l'interprétation des résultats sera transmise à l'intéressé ainsi qu'aux membres de la CSS.

Monsieur le Sous Préfet observant qu'il y a un problème de conduite d'élevage, Monsieur Jacques suggère qu'un bilan sanitaire pour définir un protocole d'appui technique effectué par le GDS en association avec le vétérinaire habituel soit mis en oeuvre.

Monsieur Goubil intervient en indiquant que Monsieur Bernard aura 60 ans en fin d'année, qu'il a des soucis de santé et souhaite vendre ses animaux. Il vit mal la situation et devrait accepter l'aide du GDS.

L'ensemble des questions ayant été traité, M. le Sous-préfet remercie les membres de la CSS de leur présence et de leurs interventions.

LE SOUS PRÉFET

Denis MAGNON

Suivi UIOM Carhaix

Analyses/résultats laboratoires:

- « Dioxines »: extrait conclusion laboratoire

Le règlement N°252/2012 stipule qu'un échantillon est conforme si le résultat d'analyse supérieur (upperbound) ne dépasse pas la teneur maximale compte tenu de l'incertitude de mesure, c'est-à-dire si la valeur mesurée moins l'incertitude calculée est inférieure à la limite maximale.

Le règlement N° 1259/2011 fixe les limites maximales suivantes pour les graisses bovines :

OMS-TEQ (Dioxine/Furanes) = 2,5 pg/g de graisse
OMS-TEQ (Dioxine/Furanes+PCB DL) = 4 pg/g de graisse
Somme des PCB Non-Dioxin-Like = 40 ng/g de graisse.

Compte tenu des ces éléments, l'interprétation des résultats obtenus pour l'échantillon référencé ci-dessus est faite de la façon suivante :

- OMS-TEQ (Dioxine/Furanes) : La valeur mesurée (2,077 pg/g de graisse) - l'incertitude (0,415 (20%)) soit 1,662 pg/g de graisse est inférieure à la limite maximale de 2,5 pg/g de graisse
- OMS-TEQ (Dioxine/Furanes+PCB DL) : La valeur mesurée (4,978 pg/g de graisse) - l'incertitude (0,996=0,415 (20% pour les dioxines) + 0,580 (20% pour les PCB DL)) soit 3,982 pg/g de graisse est inférieure à la limite maximale de 4 pg/g de graisse
- Somme des PCB Non-Dioxin-Like : La valeur mesurée (19,054 ng/g de graisse) - l'incertitude (3,811 (20%)) soit 15,243 ng/g de graisse est inférieure à la limite maximale de 40 ng/g de graisse

L'échantillon est donc déclaré CONFORME selon le règlement 1259/2011.

Suivi UIOM Carhaix

- Constat de présence d'un cadavre de bovin sur pâture appartenant à l'EARL BERNARD le 6 mars 2013, située à proximité immédiate de l'UIOM coté sud.

Autopsie:

- Génisse de 32 mois très maigre (140kg bordereau équarrissage), déshydratée;
- Contenu intestinal très liquide;
- Absence de lésions macroscopiques visibles sur l'ensemble des viscères thoraciques et abdominaux;

Analyses/résultats laboratoires:

- Parasitaires: présence de 1300 oeufs de strongles digestifs /g (seuil de traitement précautionné 300/g);
 - Sanguins: recherche paratuberculose négative;
- =>conclusion: forte probabilité que la cause de la mort soit la conséquence d'une sous-nutrition couplée à une pression parasitaire intense.

Suivi UIOM Carhaix

- Éléments orientant sur l'absence de lien entre la mort du bovin et le fonctionnement de l'incinérateur:

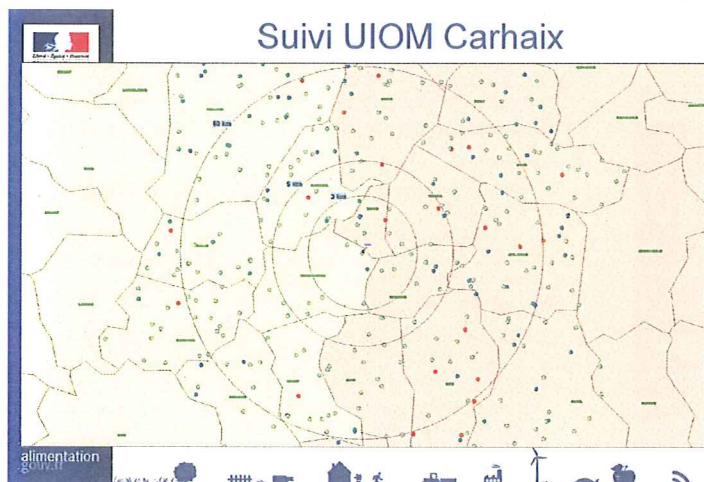
- La cause de la mort du bovin est identifiée;
- Le taux de mortalité des bovins dans les élevages situés dans le rayon des 5km autour de l'incinérateur est normal; (nombre de bovins de tous ages morts/ effectif moyen annuel)

2012		2011		2010	
5km	10-5km	5km	10-5km	5km	10-5km
252	1579	276	1531	294	1501
3322	20393	3636	20969	3931	20926
7,60%	7,70%	7,60%	7,30%	7,50%	7,20%

Le taux moyen pour les deux départements est de 8% (avec un écart type de 3,7).

Suivi UIOM Carhaix

- Autres commentaires: résultat « dioxines »: 2 seuils réglementaires de conformité pour la mise à la consommation:
 - Seuil en dioxines/furannes à 2,5 pg/g de graisse: conforme (1,662);
 - Seuil somme des dioxines /furannes +PCB à 4 pg/g de graisse: conforme et proche du seuil du fait de la valeur des PCB de type dioxines, (la réglementation n'a pas prévu de seuil spécifique à ces PCB);



- La carte ci-après présente pour 2012 pour chaque site d'élevage de bovin, en fonction de la couleur, son taux de mortalité:

- < 9%: vert
- Entre 9 et 13% bleu clair;
- Entre 13 et 17% en bleu foncé;
- Entre 17 et 21% en orange;
- > 21% en rouge.

La situation sanitaire des exploitations en rouge en proximité du site, ont fait l'objet d'un examen individuel avec les vétérinaires sanitaires traitant qui confirment des situations individuelles connues très particulières, sans aucun lien avec l'activité de l'UIOM.

=> pas d'effet usine.

- Seconde carte: même principe avec l'ensemble des 3 années en cercle concentrique:

